

18/07/2022

**A l'attention du CNRS/ IFSeM
Pôle Patrimoine et Logistique**

Mission

CNRS Bâtiment 17 Gif-sur-Yvette

Diagnostic accessibilité

version 2

«Etablissement d'un diagnostic et de scénarios d'amélioration de l'accessibilité du bâtiment 17, situé 1 rue de la Terrasse à Gif-sur-Yvette»

Sommaire

1/Etat initial

2/Analyse

3/Scénarios d'amélioration

Conclusion

Annexes réglementaires

1/ ETAT INITIAL

Périmètre de la mission

Le présent diagnostic concerne l'accessibilité PMR. Il est rappelé au maître d'ouvrage que la réglementation concerne toutes les formes de handicaps.

Note sur les enjeux

L'équipe DT INSU étant répartie entre RDC-1 (l'atelier mécanique) et le R+2, Il est souhaité à court terme, l'installation d'un appareil élévateur reliant au moins ces deux niveaux

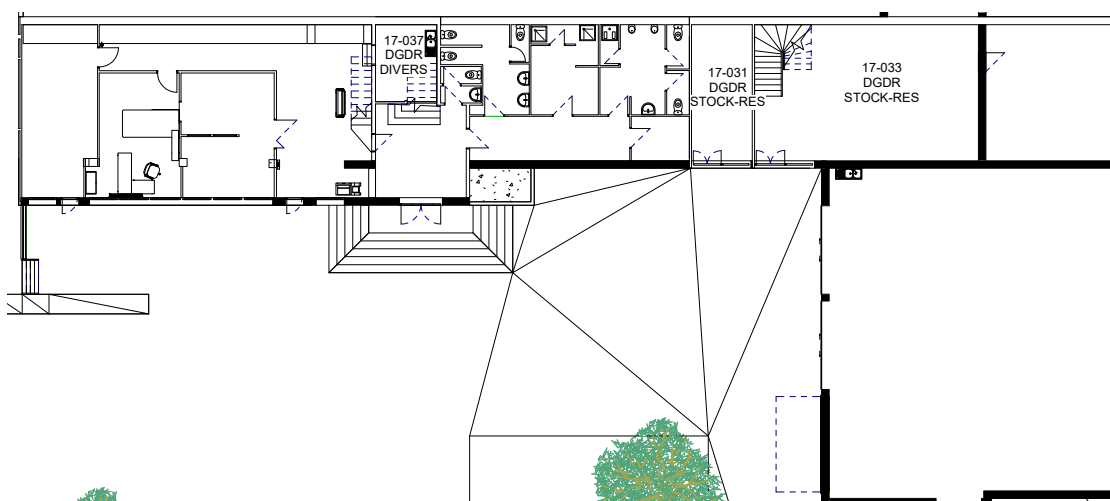
Pour les activités de cette équipe, il ont besoin d'un monte-charge pouvant transporter 600 kg et dont les dimensions de cabine : 1300 l x 1800 p x 2000 h . Il doit pouvoir transporter palettes avec transpalettes

Données d'entrée

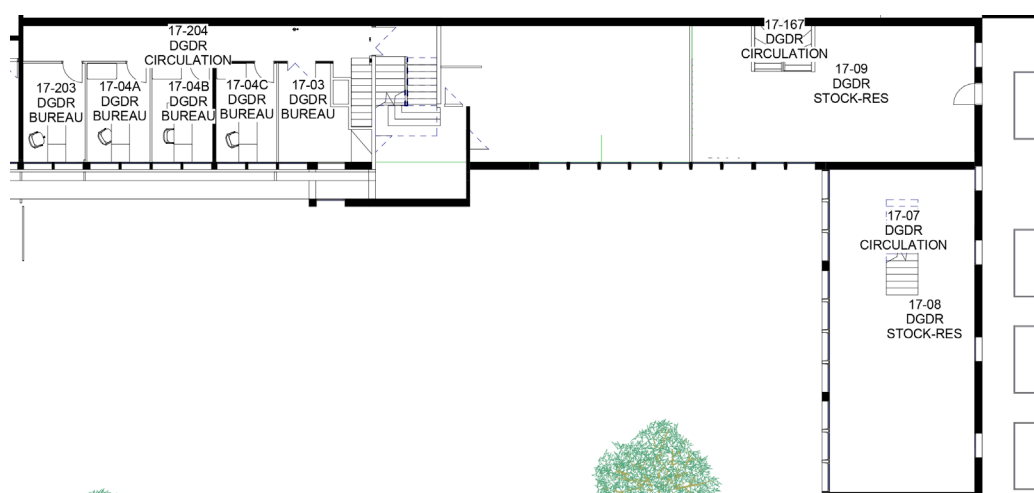
- Effectifs : 51 personnes
Dont 25 pour la DT INSU et 7 + 11 pour l' IFSeM (en comptant les visiteurs selon la capacité de la salle de réunion)
Prestataires électricité hors périmètre étude

Bâtiment classé code du travail

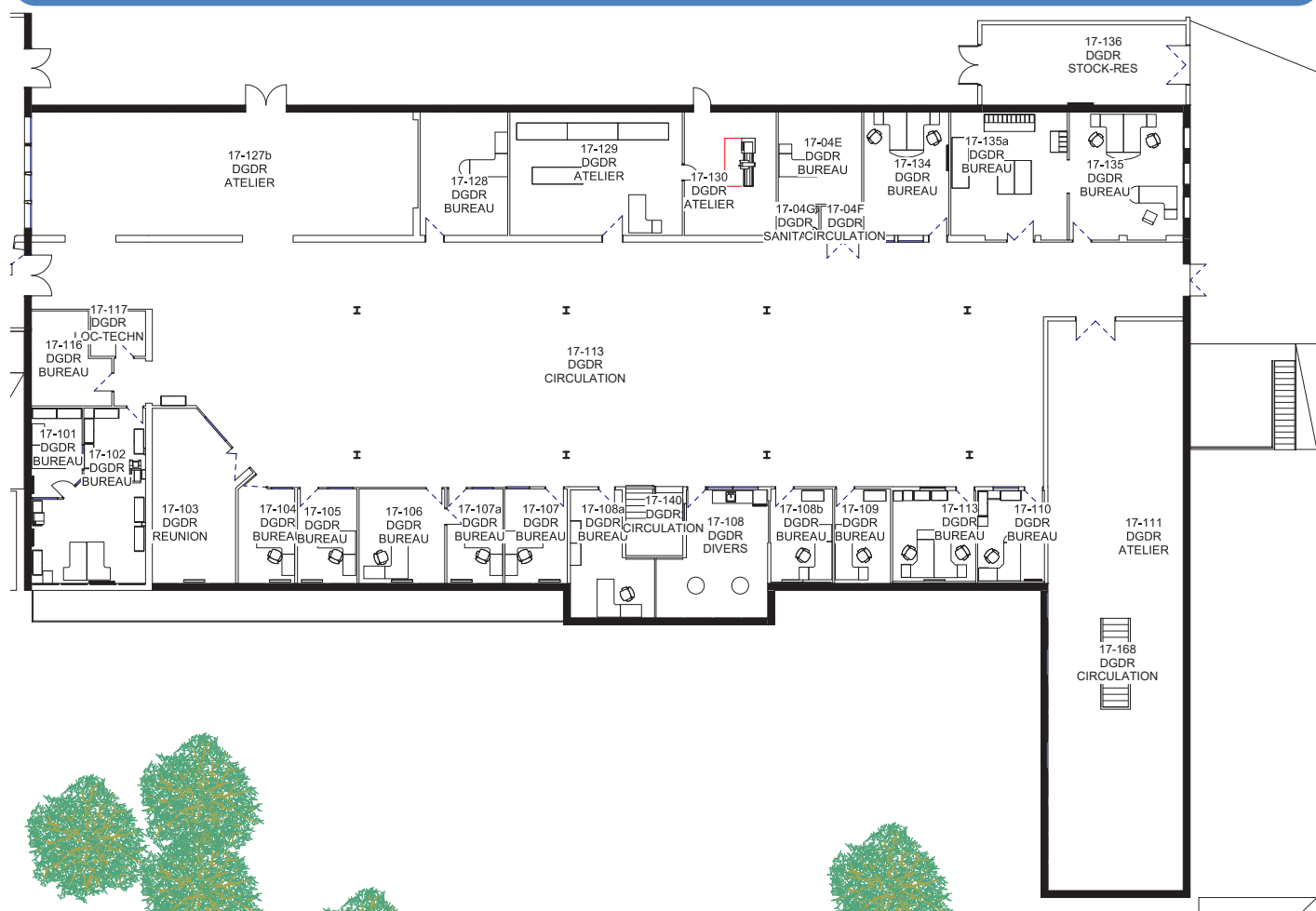
PLAN ETAT INITIAL - RDC



PLAN ETAT INITIAL - ENTRSOL



PLAN ETAT INITIAL - 1er ETAGE



Configuration du bâtiment

Le bâtiment 17 comprend 7 zones de niveaux différents (hors zone prestataire électricité)

Les niveaux sont indiqués depuis le R+2 en négatif (côtes approximatives)

Dans le sens inverse des aiguilles d'une montre:

RDC 1 : atelier mécanique et 2 locaux prestataires au niveau du parking avenue de la Terrasse (bas du terrain)

RDC 2 : hall d'entrée et WC non PMR. Emarchement extérieur de 6 marches pour y accéder

RDC 3 : Bureaux IFSeM un niveau du parking (bas du terrain)

R+1-1a : Stock au-dessus de l'atelier mécanique DT INSU

R+1-1b : Local archives au-dessus d'un local prestataires

R+1-3 : Locaux IFSeM (Bureaux et salle de réunion)

R+2 : grande halle : Bureaux, DT INSU : projet de WC PMR à ce niveau. Il est accessible de plein pied par l'extérieur au niveau d'une voie desservant la partie haute du terrain et utilisée notamment pour les livraisons et courriers.

Contexte réglementaire (cf détail en annexe pour les titres suivis d'une *)

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 (articles L111-7-1 à L.111-7-4 du CCH)

Abrogée par l'Ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 *

Cadre réglementaire des bâtiments relevant du Code du travail entrée en vigueur le 1er juillet 2021

- R4225-7 du code du travail

Modifié par le Décret n°2009-1272 du 21 octobre 2009 - relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés *

- **Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)***

- **Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessible les lieux de travail aux personnes handicapées - L'article R. 235-3-18 du code du travail***

2/ ANALYSE

Points positifs de la configuration initiale

Certaines zones sont accessibles de plein pied ce qui est un avantage pour les adaptations futures. Les locaux de l'IFSeM (zonec) pourront donc facilement être adaptable pour accueillir des PMR

Le bâtiment ne présente pas de seuils de plus de 2 cm

Le R+2 est accessible de plein pied et les études pour travaux de création des sanitaires PMR sont engagés

1/ Accessibilité PMR

La zone IFSeM n'est pas reliée à la cafétéria et aux WC PMR situés au R+2 de plein pied sauf à passer par l'extérieur pour se rendre à l'entrée R+2. Il s'agit de bureaux et salles de réunions. Cette configuration est donc une rupture d'égalité.

Un seul escalier relie le RDC b (hall) et le R+2 : Il présente plusieurs non conformités à la réglementation PMR :

- Hauteur de marches supérieure à 17cm (environ 17.6cm),
- Mains courantes discontinue

Le bâtiment est classé code du travail.

La réglementation ne définit pas de calendrier de mise aux normes. Nous conseillons cependant au maître d'ouvrage de restructurer pour améliorer sensiblement cette situation

Il est inhabituel que le hall ne soit pas accessible.

Les sonnettes ne sont pas accessibles. Il est conseillé de créer un sas au R+2 centralisant les accès des visiteurs : interphonie, boîtes aux lettres, etc...

Il est envisageable d'effectuer un phasage des travaux en tant que bâtiment code du travail.

L'ajout d'un ascenseur répondant à la réglementation PMR est nécessaire car sinon les équipes de la DT INSU n'ont pas tous accès à l'atelier de façon équitable il doit être conforme à l' Arrêté du 27 juin 1994- article 3 :

« Un ascenseur est considéré comme praticable par des personnes handicapées lorsque ses caractéristiques permettent son utilisation par une personne handicapée en fauteuil roulant. Les temps d'ouverture de la porte d'accès doivent être suffisants pour le passage d'un fauteuil roulant. Les portes coulissantes sont obligatoires.

La largeur minimale de passage doit être de 0,80 mètre. Les dimensions intérieures entre revêtements intérieurs de la cabine doivent être au minimum de 1 mètre (parallèlement à la porte) par 1,30 mètre (perpendiculairement à la porte). Les commandes de l'appareil situées sur le côté de la cabine doivent être à une hauteur maximale de 1,30 mètre. A l'arrêt, le plancher de la cabine doit être au même niveau que le plancher à desservir, avec une tolérance de 2 centimètres (en plus ou en moins).

Lorsque l'ascenseur comporte plusieurs faces de service, la dimension de 1,30 mètre perpendiculairement à la porte est obligatoire face à chacune des portes »

Conformément à l' Arrêté du 27 juin 1994

«Lorsque le niveau à desservir est d'un usage occasionnel pour les personnes handicapées et qu'il n'est pas prévu d'ascenseur praticable ou de rampe, un escalier d'accès au moins doit être conforme aux prescriptions suivantes» :

1. La largeur minimale de l'escalier doit être au moins de deux unités de passage 2. La hauteur maximale des marches est de 16 centimètres ;

3. La largeur minimale du giron des marches est de 28 centimètres.

Tout escalier de trois marches ou plus doit comporter une main-courante préhensible de part et d'autre. Cette main-courante dépasse les premières et dernières marches de chaque volée.

Les nez des marches doivent être bien visibles.

- Conformément à l' Arrêté du 27 juin 1994 **il est nécessaire d'aménager un stationnement PMR** car effectif total < 50 personnes

2 /Sanitaires

IFSeM

Ne sont pas équipés de Lavabos ni de douche. Ils doivent être reliés à 2 WC PMR non mixtes.

Nous recommandons la création d'une douche qui peut être aménagée à l'italienne dans un WC PMR

DT INSU

La MOA a déclaré que des WC PMR sont prévus au R+2, dans le cadre du projet de restructuration intérieur en cours. Les effectifs imposent 1 WC et un urinoir pour 20 hommes et 2 WC pour 20 femmes soit 3 à 4 WC (dont un urinoir) pour 25 personnes.

Prestataires

effectif 5+3 dans la zone projet. Doivent également donner accès à des sanitaires conformes. Ces dispositions n'ont pas pu être constatées lors de notre visite.

Synthèse de l'analyse

3/SCENARIOS

ZONE	Niveau	Locaux	Equipe	Lien obligatoire	Etat initial	Préconisations phase 1	Préconisations phase 2
RDCa	-6,25	atelier	DT INSU		De plein pied	Porte extérieure 2UP PMR Stationnement PMR	/
RDCa	-6,25	Prestataires	Extérieures		De plein pied	Porte extérieure 2UP PMR	/
RDCb	-4,67	Hall + WC	Toutes/visiteurs		Non accessible	non accessible	Rampe extérieure Escalier PMR Ascenseur PMR
RDCc	-5,52		IFSeM		Non accessible	non accessible	Rampe extérieure Escalier PMR Ascenseur PMR
/							
R+1a	-2,34	stockage HSP <2m	DT INSU		Non accessible	Escalier PMR Ascenseur PMR * HSP non réglementaire	Escalier PMR Ascenseur PMR * HSP non réglementaire
R+1b	-2,82	archives	IFSeM		Non accessible	Ascenseur PMR	/
R+1c	-2,74		IFSeM		Non accessible	Escalier PMR Ascenseur PMR	Rampe extérieure Escalier PMR Ascenseur PMR
/							
R+2	0	bureaux laboratoires WC PMR homme/femme détente-café-terrasse	Toutes/visiteurs		De plein pied par entrée séparée	Escalier PMR Ascenseur PMR Dispositif d'accueil entrée principale : sonnettes etc... Stationnement PMR	/

Nous proposons deux scénarios d'implantation de l'ascenseur

Dans les deux nous préconisons de desservir la zone IFSeM par l'intérieur

Suppression des cabines non PMR au RDCb en phase 2

Scénario A : ascenseur à l'intérieur

Inconvénients : Reconfiguration de la zone prestataire mais sans perte importante de surface car l'escalier accessible est prévu en remplacement de l'escalier existant

Avantages : absence de DP/ ou permis de construire.

modèle d'ascenseur/ MC moins onéreux car pas de percement de baies en façades donc pas de DP ou PC

Remplacer des escaliers en doublon par un noyau commun accessible

- entre RDCc et R+1c/

- entre R+2 et R+1a

Le RDCb pourrait être équipé d'un sanitaire mixte PMR, lavabo et douche

Présente l'avantage d'une entrée visiteurs identifiée (sauf dans la variante où le noyau ascenseur-escalier est dissocié)

Liaisons verticales



Ascenseur monte charge



Volée d'escalier PMR :

- marches h<16cm * P> 28cm
- largeur 120cm

10

Nombre de marches

Dispositions accessibles

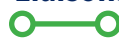


Sanitaires PMR non mixte



Stationnement PMR

Liaisons horizontales



Parcours de plein pied existant , seuil< 2cm



Parcours de plein pied , seuil< 2cm



Parcours rampe < 5% avec paliers intermédiaires



Couloir Créé à l'entresol

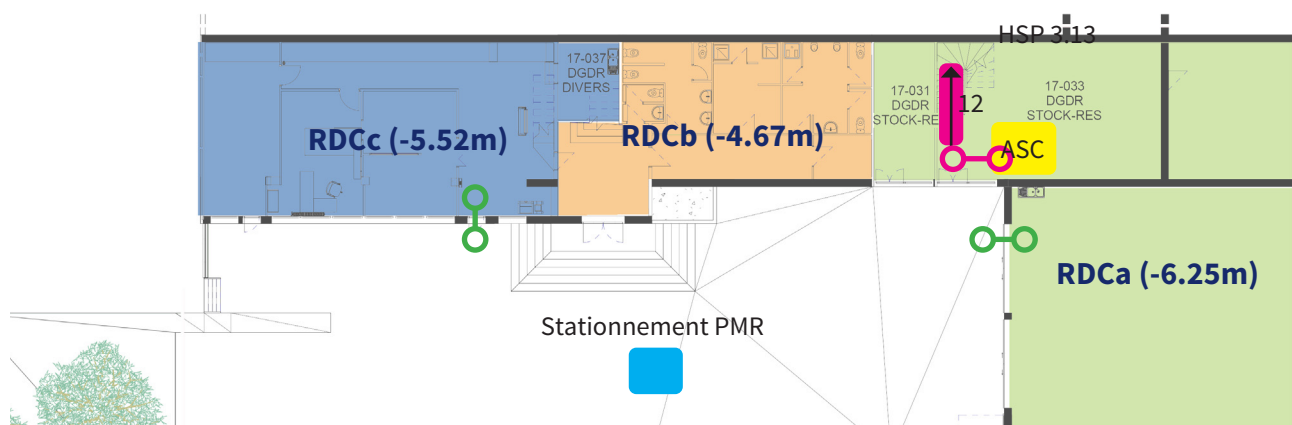
Restructurations conseillées



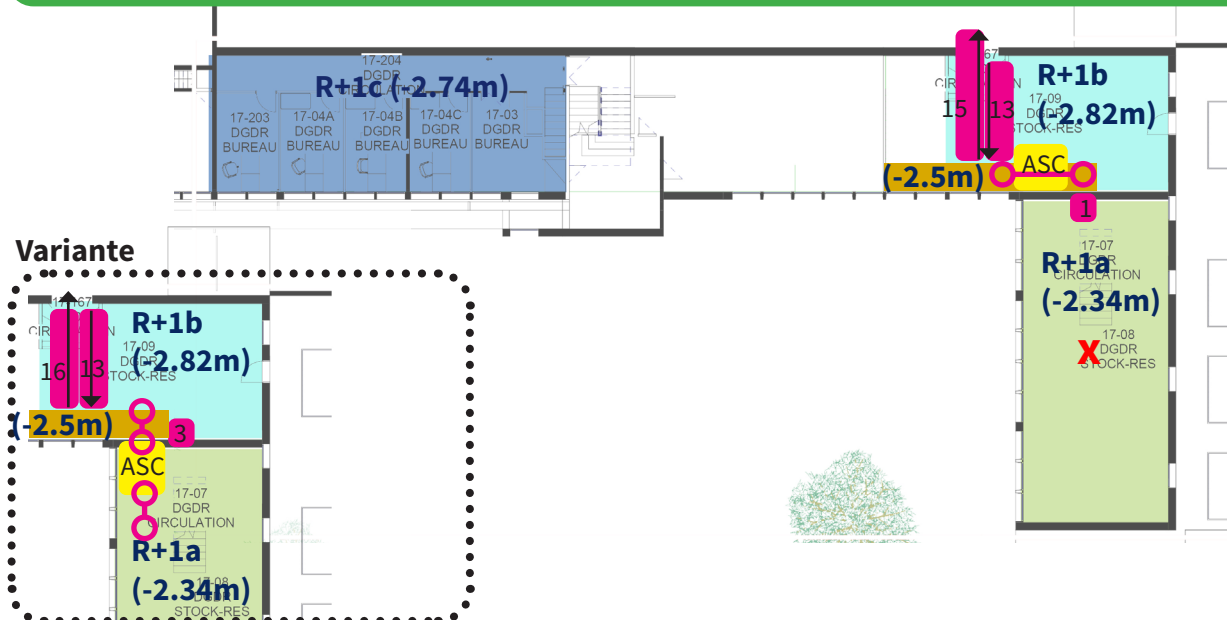
Escalier supprimé

SCENARIO ASCENSEUR INTERIEUR position 1 / PHASE 1

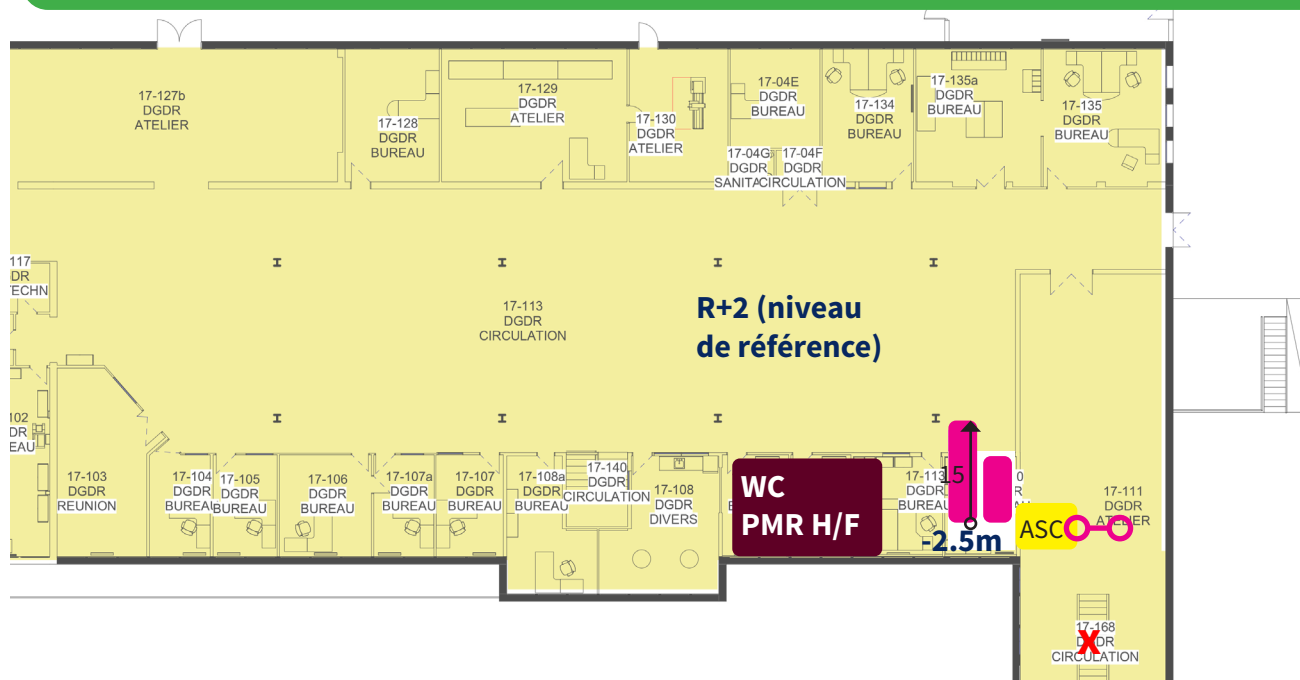
PLAN RDC



PLAN ENTRESOL

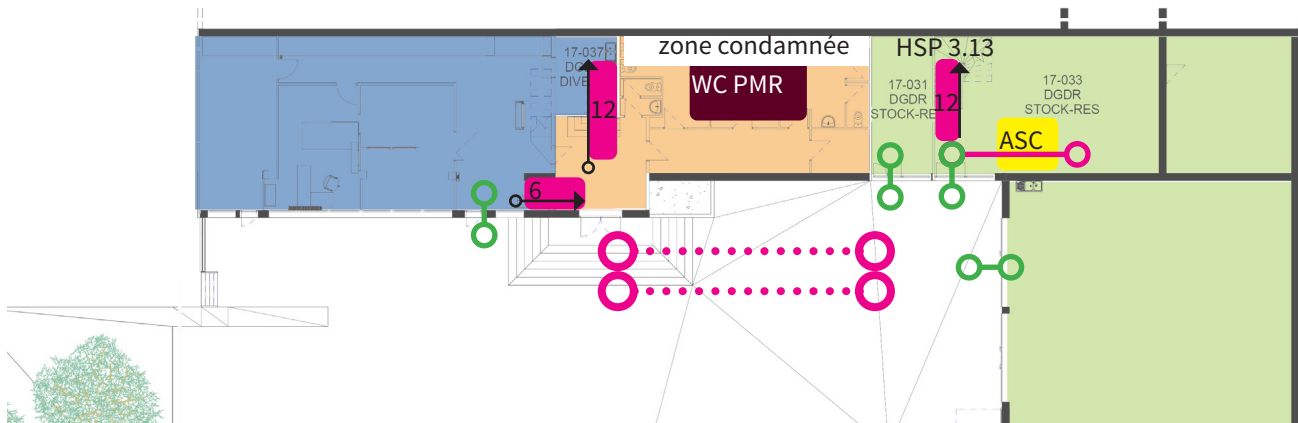


PLAN 1er ETAGE

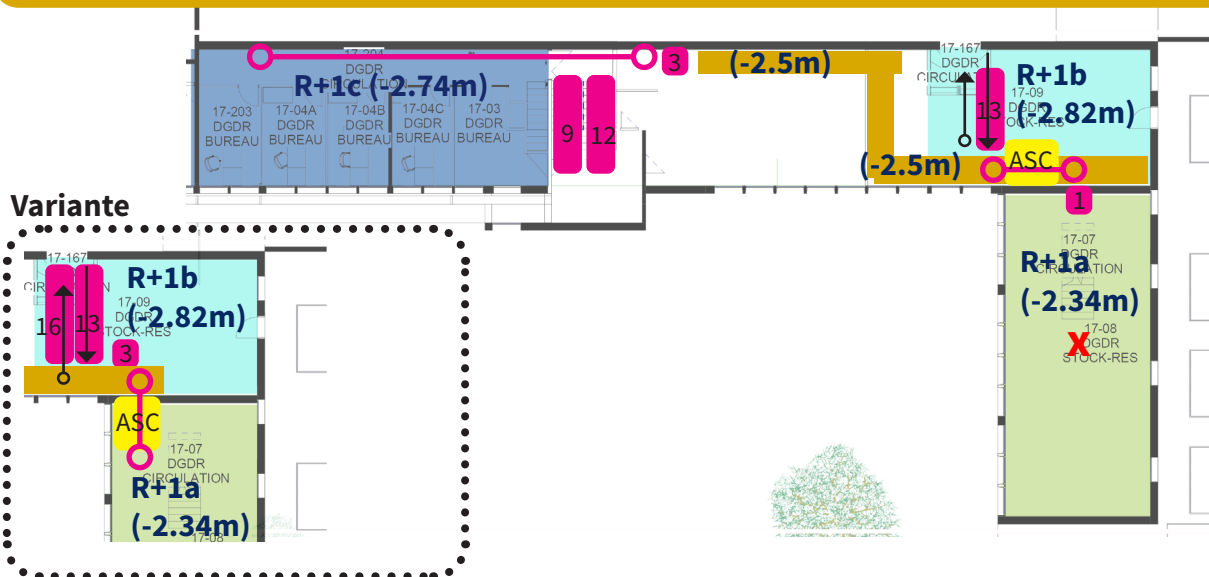


SCENARIO ASCENSEUR INTERIEUR position 1 / PHASE 2

PLAN RDC



PLAN ENTRESOL

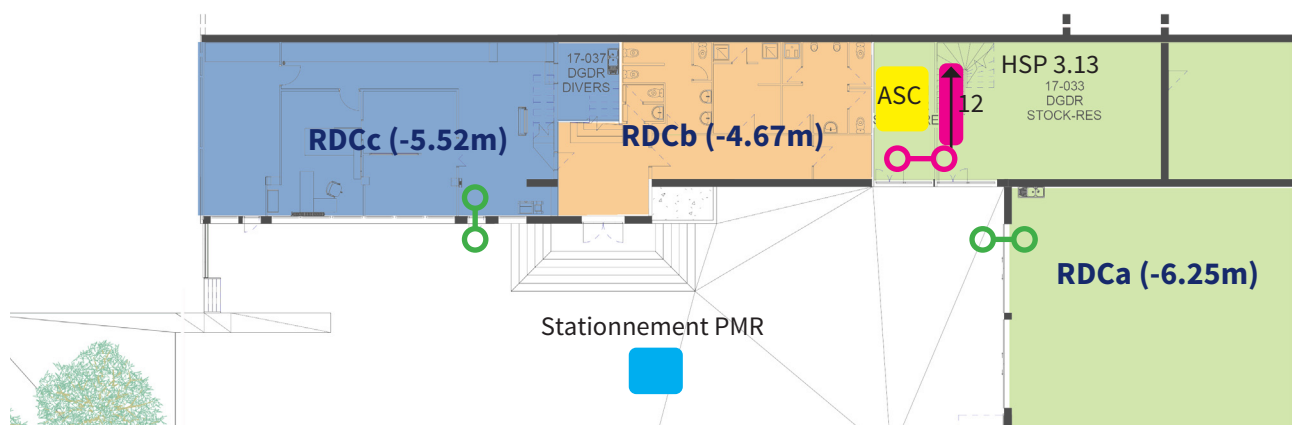


PLAN 1er ETAGE

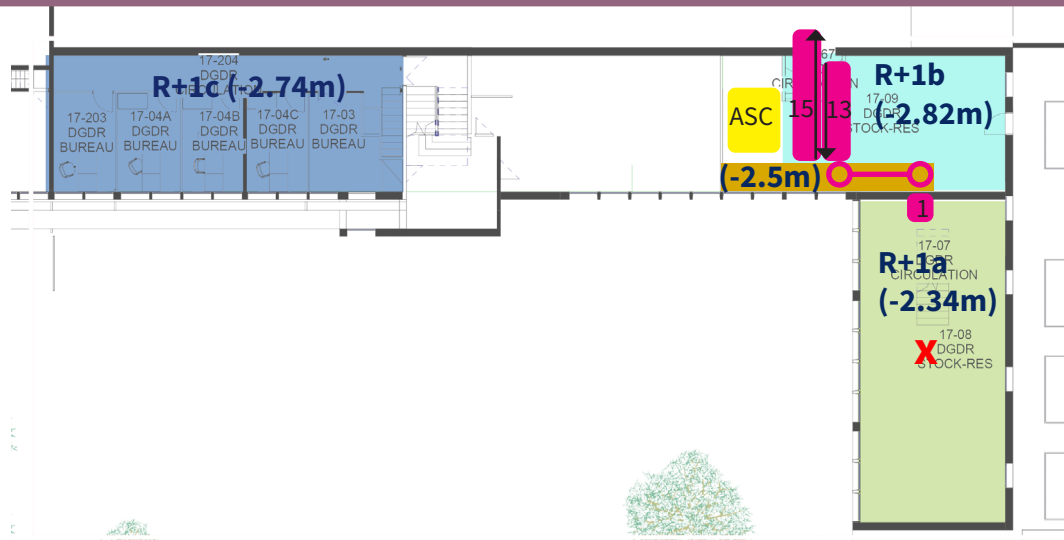


SCENARIO ASCENSEUR INTERIEUR position 2 / PHASE 1

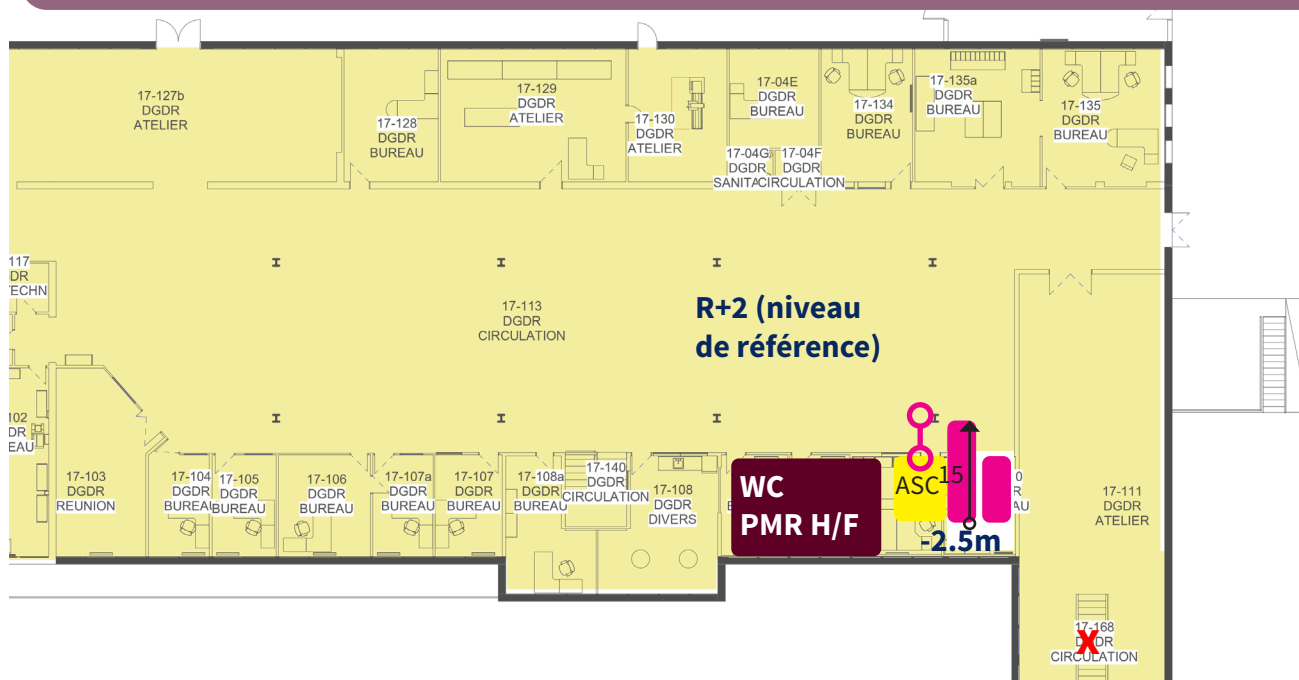
PLAN RDC



PLAN ENTRESOL

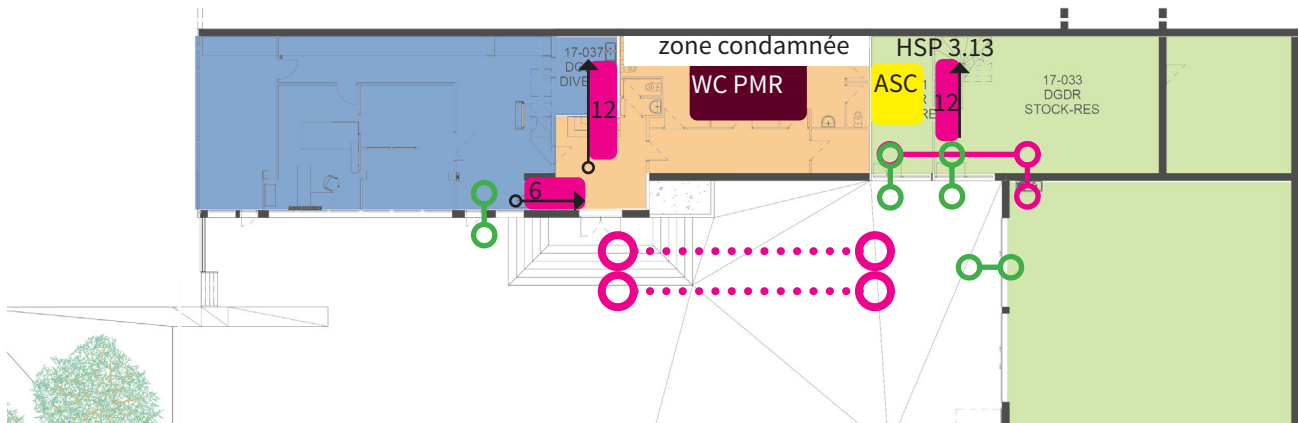


PLAN 1er ETAGE

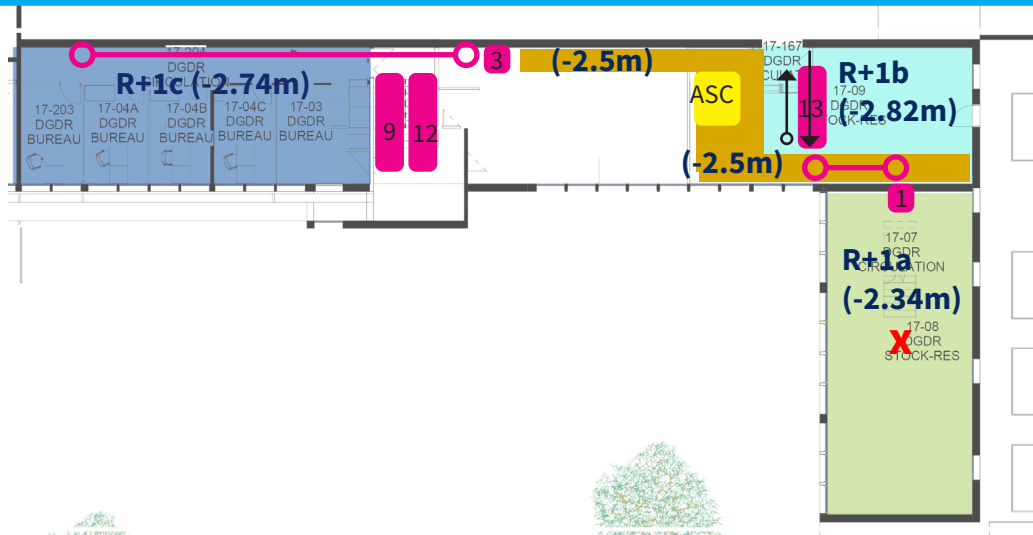


SCENARIO ASCENSEUR INTERIEUR position 2/ PHASE 2

PLAN RDC



PLAN ENTRESOL



PLAN 1er ETAGE



Scénario B ascenseur à l'extérieur

Cheminement piéton entre RDC c (IFSeM) et ascenseur à matérialiser et faciliter en phase 1 via le parking

NB : Dans ce scénario, le R+1c (IFSeM) est relié à l'ascenseur par la zone R+1a qui présente une hauteur sous plafond inférieure à 2,2m. Cette liaison n'est donc pas réglementaire en tant qu'accès PMR

Le cheminement représenté en orange sur les plans et reliant R+1c et R+1b doit être implanté à une hauteur suffisante pour une hauteur sous poutres de 2.2 m minimum et suffisamment haut pour conserver la zone prestataire espace vert praticable avec une hauteur libre de 2.5m minimum. La cote -2.5m / R+2 est indicative et doit être précisée lors des études MOE.

Inconvénients

Ascenseur / monte charge onéreux car étanche avec percement de baies en façades : obligation de DP/ ou permis de construire

A minima diagnostics structure et amiante avant percements

Suppression des cabines non PMR au RDCb en phase 2

Avantages

Remplacer des escaliers en doublon par un noyau commun accessible

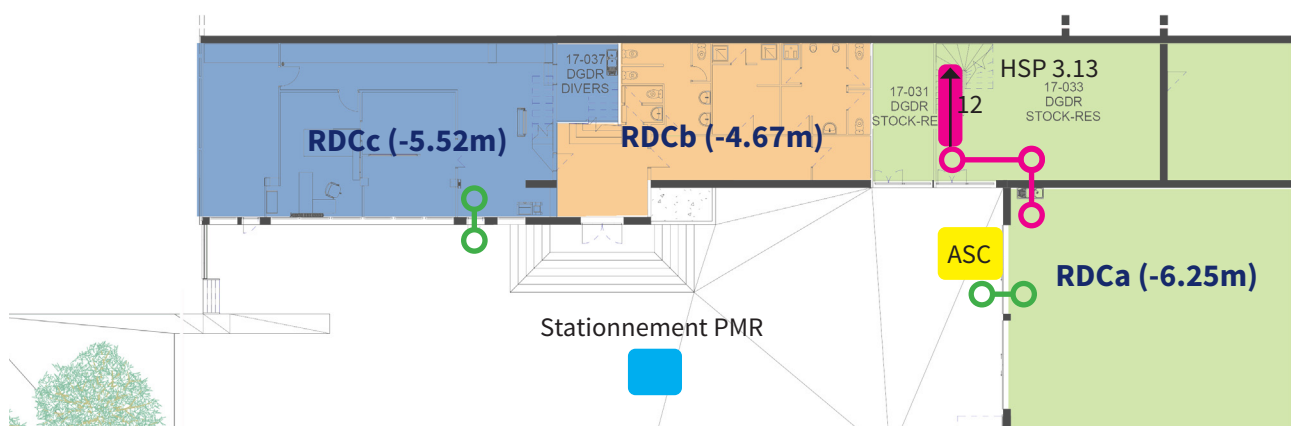
- entre RDCc et R+1c/

- entre R+2 et R+1a

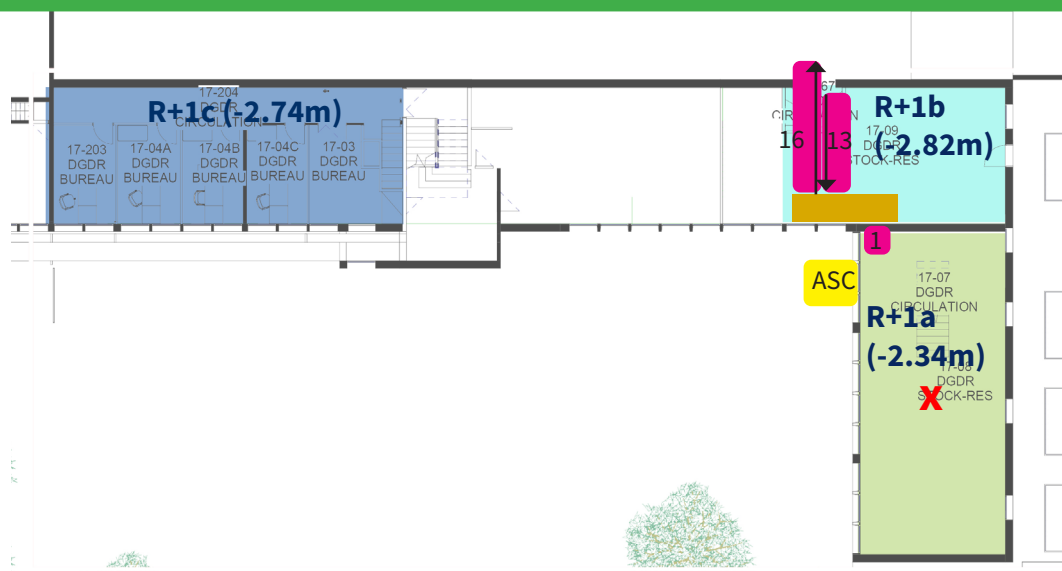
Le RDCb pourrait être équipé d'un sanitaire mixte PMR, lavabo et douche

SCENARIO ASCENSEUR EXTERIEUR / PHASE 1

PLAN RDC



PLAN ENTRESOL

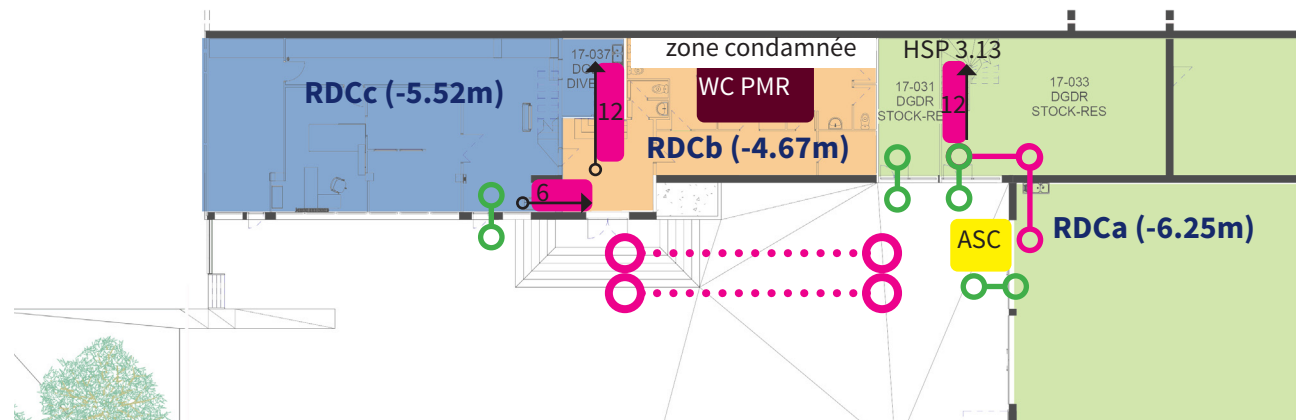


PLAN 1er ETAGE

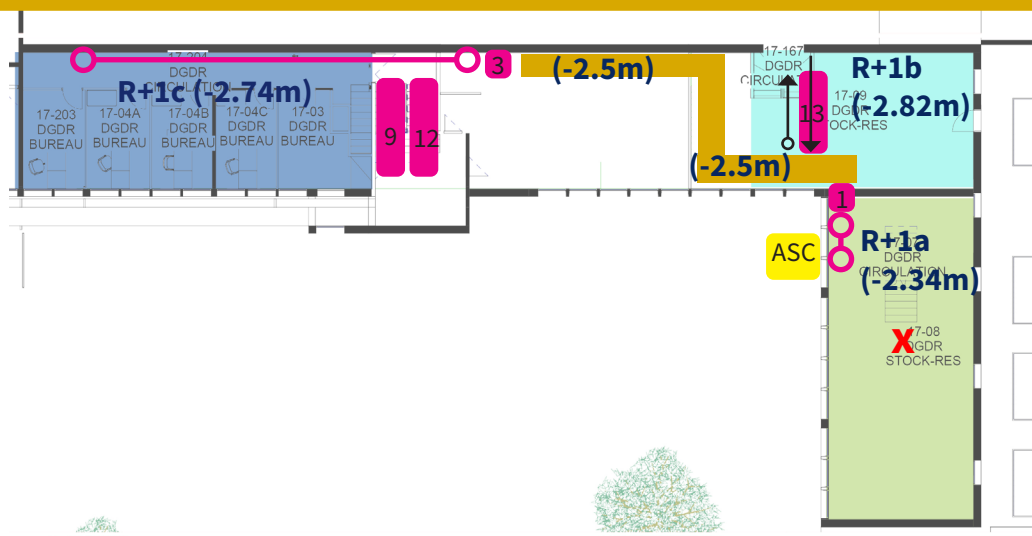


SCENARIO ASCENSEUR EXTERIEUR / PHASE 2

PLAN RDC



PLAN ENTRESOL



PLAN 1er ETAGE



CONCLUSION

Nous conseillons le scénario avec ascenseur intérieur

Il confère une cohérence au bâtiment en centralisant les circulations, quelle que soit l'attribution future des locaux

Il rationalise les escaliers car permet de supprimer les doublons

Il présente également l'avantage de conserver la cohérence architecturale car l'intégration d'un ascenseur extérieur serait délicate

ANNEXES REGLEMENTAIRES

Chapitre III : Modification de bâtiments existants (Articles L163-1 à L163-2)

Article L163-1

Création Ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 - art.

Les bâtiments à usage d'habitation et les bâtiments à usage professionnel situés dans un cadre bâti existant sont rendus accessibles lorsqu'ils font l'objet de travaux, en tenant compte notamment de la nature des bâtiments et parties de bâtiments concernés, du type de travaux entrepris ainsi que du rapport entre le coût de ces travaux et la valeur des bâtiments au-delà duquel ces modalités s'appliquent.

Article L163-2

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap.

Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travail aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

- **Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessible les lieux de travail aux personnes handicapées**

Article 1

Pour assurer l'accessibilité des personnes handicapées, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3-18 du code du travail, les maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments visés à l'article R. 235-1 du même code doivent appliquer les prescriptions énoncées dans le présent arrêté.

Toutefois, les aménagements de bâtiments existants sont soumis aux dispositions particulières suivantes :

- les parties de bâtiments ou d'installations correspondant à la création de surfaces nouvelles doivent respecter les dispositions du présent arrêté ;
- les travaux de restructuration modifiant les cheminements, locaux et équipements visés par le présent arrêté doivent également respecter les dispositions précitées, dans la mesure où les structures ou l'implantation des bâtiments le permettent ;
- les travaux réalisés à l'intérieur des surfaces ou volumes existants doivent au minimum maintenir les conditions d'accessibilité préexistantes.

Article 2

Le cheminement praticable par les personnes handicapées doit être l'un des cheminements usuels. En cas de dénivellation importante, le cheminement praticable doit conduire le plus directement possible, compte tenu des pentes admissibles, à l'entrée principale, ou à l'une des entrées principales, et aux locaux à desservir.

1. Le sol doit être non meuble, non glissant, sans obstacle à la roue.

2. La largeur minimale du cheminement doit être de deux unités de passage au sens de l'article R. 235-4-2 du code du travail.

La largeur minimale des portes situées sur les cheminements est de :

- deux unités de passage lorsqu'elles desservent un local pouvant recevoir plus de cent personnes ; l'un des vantaux a une largeur minimale de 0,80 mètre ;
- une unité de passage pour l'accès aux locaux recevant un effectif inférieur.

Toutefois, lorsqu'une porte ne dessert qu'une pièce d'une surface inférieure à 30 mètres carrés, sa largeur minimale est de 0,80 mètre.

3. Le profil en long est de préférence horizontal et sans ressaut. Lorsqu'une pente est nécessaire pour franchir une dénivellation, celle-ci doit être inférieure à 5 p. 100.

En cas d'impossibilité technique d'utiliser des pentes inférieures à 5 p. 100, sont tolérées exceptionnellement des pentes de :

8 p. 100 sur une longueur inférieure à 2 mètres ;

12 p. 100 sur une longueur inférieure à 0,50 mètre.

4. Un palier de repos est obligatoire :

- tous les 10 mètres lorsqu'une pente dépasse 4 p. 100 ;

- devant chaque porte, en haut et en bas de chaque plan incliné, ainsi qu'à l'intérieur de chaque sas.

Les paliers de repos doivent être horizontaux et d'une longueur minimale de 1,40 mètre (hors débatement de porte éventuel).

5. Lorsque le recours à un ressaut est inévitable, celui-ci doit être arrondi ou muni de chanfreins et d'une hauteur maximale de 2 centimètres ; toutefois, cette hauteur peut atteindre 4 centimètres lorsque le ressaut est aménagé en chanfrein à un pour trois.

La distance minimale entre deux ressauts est de 2,50 mètres. Les pentes comportant des ressauts successifs, dites « pas d'âne », sont interdites.

6. La pente transversale doit être la plus faible possible. En cheminement courant, le dévers doit être inférieur à 2 p. 100.

7. Les trous ou fentes dans le sol (grilles, etc.) doivent avoir un diamètre ou une largeur inférieur à 2 centimètres.

Les obstacles isolés, tels que bornes ou poteaux, doivent être de couleur contrastée par rapport à leur environnement immédiat et doivent pouvoir être détectés par un aveugle se déplaçant avec une canne.

8. Un garde-corps préhensible est obligatoire le long de toute rupture de niveau de plus de 0,40 mètre de hauteur. Cette disposition ne s'applique pas aux quais.

Article 3

I. Un ascenseur est considéré comme praticable par des personnes handicapées lorsque ses caractéristiques permettent son utilisation par une personne handicapée en fauteuil roulant. Les temps d'ouverture de la porte d'accès doivent être suffisants pour le passage d'un fauteuil roulant. Les portes coulissantes sont obligatoires.

La largeur minimale de passage doit être de 0,80 mètre. Les dimensions intérieures entre revêtements intérieurs de la cabine doivent être au minimum de 1 mètre (parallèlement à la porte) par 1,30 mètre (perpendiculairement à la porte). Les commandes de l'appareil situées sur le côté de la cabine doivent être à une hauteur maximale de 1,30 mètre. A l'arrêt, le plancher de la cabine doit être au même niveau que le plancher à desservir, avec une tolérance de 2 centimètres (en plus ou en moins).

Lorsque l'ascenseur comporte plusieurs faces de service, la dimension de 1,30 mètre perpendiculairement à la porte est obligatoire face à chacune des portes.

II. Lorsqu'un ascenseur dessert un bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres du sol mais ne constituant pas un immeuble de grande hauteur au sens de l'article R. 122-2 du code de la construction, les dispositions complémentaires suivantes doivent être observées.

1. La protection de l'ascenseur doit répondre aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail.

2. L'accès à chaque niveau doit s'effectuer au travers d'un local d'attente servant de refuge dont les caractéristiques doivent être les suivantes :

a) Superficie : la superficie du local doit être calculée de façon à recevoir toutes les personnes handicapées appelées à fréquenter le niveau concerné lorsque leur nombre est connu et, dans le cas contraire, à recevoir à 1/100 des effectifs susceptibles de fréquenter ce niveau ; cette superficie est augmentée lorsque ce local donne également accès à l'escalier, de sorte que cet accès reste disponible ;

b) Résistance au feu : les parois de ce local doivent être au moins coupe-feu de degré une heure ; les blocs-portes doivent être au moins pare-flamme de degré une demi-heure, équipés de ferme-porte et ouvrant vers l'intérieur du local ;

c) Réaction au feu : les revêtements doivent avoir au moins les degrés de réaction au feu prescrits par l'article 9 de l'arrêté cité au paragraphe II, 1°, du présent article ;

d) Désenfumage : le local doit être désenfumé dans les conditions fixées par la section 2 du même arrêté ;

e) Distance maximale : la distance maximale à parcourir de tout point accessible par une personne handicapée pour atteindre la porte d'accès du local d'attente le plus proche est de 40 mètres lorsqu'il y a le choix entre deux locaux d'attente et de 30 mètres dans le cas contraire ;

f) Equipement : le local doit être équipé d'un éclairage de sécurité conforme à l'arrêté du 10 novembre 1976 et d'un système permettant de communiquer avec le concierge ou gardien du bâtiment, ou tout autre préposé.

Toutefois, des solutions autres que le local d'attente peuvent être réalisées, après accord de l'inspecteur du travail et avis de la commission consultative départementale de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité pour les établissements recevant du public, telles que coursive d'accès et ascenseur extérieur, coursive d'accès extérieure.

3. Un tel ascenseur doit disposer d'une alimentation électrique de sécurité qui peut être assurée :

- a) Soit par un groupe moteur thermique-générateur qui, à partir de la défaillance de la source normale, doit pouvoir assurer l'alimentation de l'ascenseur dans un délai inférieur à une seconde ;
- b) Soit par une dérivation issue directement du tableau principal et sélectivement protégée.

4. La cabine d'un tel ascenseur doit être équipée :

- a) D'un dispositif de commande accompagnée, fonctionnant à l'aide d'une clé ; un nombre suffisant de clés, d'un modèle unique, doit être remis au chef d'établissement ;
- b) D'un système permettant de communiquer avec le poste de sécurité s'il existe ou avec l'une des personnes mentionnées au paragraphe II, 2°, f, ci-dessus

Article 4

Lorsque le niveau à desservir est d'un usage occasionnel pour les personnes handicapées et qu'il n'est pas prévu d'ascenseur praticable ou de rampe, un escalier d'accès au moins doit être conforme aux prescriptions suivantes :

- 1. La largeur minimale de l'escalier doit être au moins de deux unités de passage au sens de l'article R. 235-4-2 du code du travail ;
- 2. La hauteur maximale des marches est de 16 centimètres ;
- 3. La largeur minimale du giron des marches est de 28 centimètres.

Tout escalier de trois marches ou plus doit comporter une main-courante préhensible de part et d'autre. Cette main-courante dépasse les premières et dernières marches de chaque volée.

Les nez des marches doivent être bien visibles.

Article 5

Tout parc de stationnement automobile intérieur ou extérieur dépendant d'un lieu de travail dont l'effectif est égal ou supérieur à vingt personnes doit comporter une ou plusieurs places de stationnement aménagées pour les personnes handicapées et réservées à leur usage par la signalisation appropriée prévue à l'article 8 ci-après.

Le nombre doit en être, au minimum, d'une place aménagée par tranche de cinquante places de stationnement ou fraction de cinquante places.

Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes handicapées lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture, une bande d'une largeur minimale de 0,80 mètre, libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile et reliée par un cheminement praticable à l'entrée du lieu de travail. La largeur totale d'un tel emplacement ne doit pas être inférieure à 3,30 mètres. Il doit être signalé conformément à l'article 8 ci-après.

Article 6

En application de l'article R. 235-3-18, les bâtiments accessibles aux handicapés doivent comporter au moins un cabinet d'aisances et un lavabo placé à proximité, aménagés de manière à en permettre l'accès et l'usage autonomes par des personnes circulant en fauteuil roulant.

Le nombre de ces équipements accessibles est précisé à l'article R. 235-2-13.

Chaque cabinet d'aisances accessible doit comporter un espace d'accès, à côté de la cuvette, de dimensions minimales, hors tout obstacle et hors débatement de porte, de 0,80 mètre par 1,30 mètre.

La hauteur de la cuvette est comprise entre 0,46 mètre et 0,50 mètre.

La commande de chasse d'eau doit pouvoir être atteinte par la personne handicapée et être facile à manœuvrer par une personne ayant des difficultés de préhension.

Une barre d'appui latérale doit être installée pour faciliter le transfert sur la cuvette. Cette barre d'appui doit comporter une partie horizontale située à côté de la cuvette et à une hauteur comprise entre 0,70 mètre et 0,80 mètre.

Le cabinet d'aisances et le lavabo accessibles aux personnes handicapées doivent être desservis par un cheminement praticable.

Lorsque les installations sanitaires sont séparées par sexe, les aménagements définis ci-dessus doivent être prévus pour les personnes handicapées de chaque sexe.

Article 7

Le local de restauration et, le cas échéant, le local de repos doivent comporter des emplacements accessibles aux personnes handicapées par un cheminement praticable. Ces emplacements, au nombre de deux pour les locaux de cinquante places au moins et d'un emplacement supplémentaire par tranche de cinquante ou fraction de cinquante en sus, doivent pouvoir être dégagés lors de l'arrivée des personnes handicapées.

La hauteur d'une table utilisable par une personne handicapée en fauteuil roulant doit être inférieure à 0,80 mètre (face supérieure) ; le bord inférieur doit être au moins à 0,70 mètre du sol.

Article 8

Les cheminements spécifiques pour les personnes à mobilité réduite, lorsqu'ils ne se confondent pas avec les cheminements courants du personnel, ainsi que les installations accessibles (emplacements de parking, cabinets d'aisances, etc.) doivent être signalés par le symbole international d'accessibilité (personne assise dans un fauteuil roulant vue de profil).

Les dispositions prises pour assurer aux personnes handicapées l'usage des services sont précisées dans une fiche annexée au dossier de maintenance prévu à l'article R. 235-5 du code du travail.

Article 9

Les dispositions du présent arrêté sont applicables six mois après sa date de parution :

1. Aux opérations de construction ou d'aménagement de bâtiments pour lesquelles une demande de permis de construire est déposée après la date indiquée ci-dessus ;
2. Aux opérations de construction ou d'aménagement de bâtiments ne nécessitant pas de permis de construire dont le début des travaux est postérieur à la date indiquée ci-dessus.

- [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

Article R4228-7

Les lavabos sont à eau potable.

L'eau est à température réglable et est distribuée à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus.

Article R4228-10

Il existe au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes. L'effectif pris en compte est le nombre maximal de travailleurs présents simultanément dans l'établissement. Un cabinet au moins comporte un poste d'eau.

Il existe au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes. L'effectif pris en compte est le nombre maximal de travailleurs présents simultanément dans l'établissement. Un cabinet au moins comporte un poste d'eau.

Dans les établissements employant un personnel mixte, les cabinets d'aisance sont séparés pour le personnel féminin et masculin.

Les cabinets d'aisance réservés aux femmes comportent un récipient pour garnitures périodiques.

R4225-7 du code du travail

Modifié par **Décret n°2009-1272 du 21 octobre 2009 - relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés**

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap. Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travail aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

Les lieux de travail doivent être aménagés en tenant compte de la présence de travailleurs handicapés selon les principes suivants :

1° Lorsqu'un bâtiment est prévu pour recevoir un effectif compris entre vingt et deux cents personnes, au moins un niveau doit être aménagé pour permettre de recevoir des travailleurs handicapés ;

2° Lorsqu'un bâtiment est prévu pour recevoir un effectif supérieur à deux cents personnes, tous les locaux d'usage général et susceptibles d'accueillir des personnes handicapées doivent être aménagés pour permettre de recevoir des travailleurs handicapés.

Les dispositions adoptées pour les accès, portes, dégagements et ascenseurs desservant les postes de travail et les locaux annexes tels que locaux sanitaires, locaux de restauration, parcs de stationnement, doivent permettre l'accès et l'évacuation des personnes handicapées, notamment celles circulant en fauteuil roulant.

L'aménagement des postes de travail doit être réalisé, ou rendu ultérieurement possible.

Des dispenses aux dispositions du présent article pourront être accordées par le directeur départemental du travail et de l'emploi ou le fonctionnaire assimilé, après avis de la commission consultative départementale de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité pour les établissements recevant du public.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont définies par arrêté des ministres chargés du travail, de l'agriculture et de la construction.



La raison d'être d'Ecosystème

“Des usagers acteurs, au sein d'un monde vivant et régénérateur de ressources”

Notre engagement

Nous aidons nos clients à former un écosystème avec leurs parties prenantes. Ils acquièrent ainsi les moyens d'impliquer celles-ci dans une co-gestion sobre et durable du patrimoine.

Pour donner du sens à nos réalisations, nous impliquons tous les acteurs dans l'élaboration d'une architecture sobre et durable. Nous mettons en œuvre une réflexion bioinspirée pour répondre aux défis contemporains et notamment réduction des émissions de CO2, gestion des risques, gestion des ressources

Paris, le 09/06/2022

A l'attention du CNRS/ IFSeM
Pôle Patrimoine et Logistique
M. Stephane LAIGLE

CNRS Bâtiment 17 Gif-sur-Yvette

Diagnostic accessibilité

Veuillez trouver ci-dessous notre offre pour la mission :

«Etablissement d'un diagnostic et d'un scénario d'amélioration de l'accessibilité du bâtiment 17, situé 1 rue de la Terrasse à Gif-sur-Yvette»

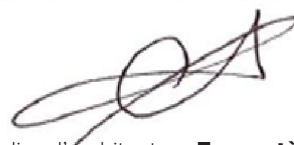
2 800 euros HT/ 2 800 euros TTC (TVA non applicable - article 293 B du CGI)

Détails:

- Visite du bâtiment 21 juin 2022 (R+1 + entresol)
- Remise d'un document sous 2 semaines après visite en PDF

Il a été convenu que La MOA remettra les plans vectoriels, maquette 3D, et les informations à sa disposition concernant le projet de réhabilitation en cours dans une partie du bâtiment.

Annexe : CV



El Atelier d'architecture **Ecosystème**
Charlotte Elkaïm, architecte DPLG
488 150 889 00027 / Ordre 088418
14 rue des Lilas 75019 Paris